

Budget 2015 pour l'INRA

CGT-INRA – RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 - cgt@inra.fr - <http://www.inra.cgt.fr/>

Inutile de se voiler la face, ce budget est très mauvais. Au-delà de l'euphémisme sur le « traitement favorable » dont bénéficierait la Recherche, la Direction Générale est obligée d'indiquer qu'elle ne pourra « préserver intégralement les moyens directs de la recherche et de l'appui à la recherche ». Depuis 2012, le budget de notre institut baisse. Les années précédentes nombre d'artifices de présentation permettaient de limiter voire de masquer la baisse réelle du budget. La note de présentation affiche la couleur, la subvention de l'Etat baisse de 1% passant de 881 M€ à 872 M€, mais si on tient compte de l'inflation, la subvention baisse de plus de 2%. La direction de l'Institut ne s'est pas trompée sur la teneur de ce budget puisqu'au cours des échanges régionaux du mois dernier avec les Directeurs d'Unité, le principe de solidarité entre unités est subitement apparu...

Les subventions pour charges de service public représentent 76,4% ce qui entraîne une baisse de 0,2%. Encore une fois et depuis 2012, la subvention ne permettra pas d'assurer la totalité des salaires des travailleurs de l'INRA. Que dire d'un Etat, d'un gouvernement qui n'est plus en mesure de payer ses fonctionnaires ?

Tous les programmes sont affectés par cette baisse, et je cite la note « *les moyens de l'organisme hors ressources propres diminuent de 0,5% par rapport à 2014.* »

A cela s'ajoute une baisse programmée de 3,6% qui affecte les crédits de l'ANR et les cofinancements du CPER. La baisse des crédits de l'ANR aurait pu être une opportunité pour renforcer notablement la dotation de base des laboratoires, mais il n'en sera rien car ces crédits disparaissent purement et simplement.

Dans le même temps le crédit impôt recherche dont on connaît la totale inefficacité pour la recherche n'est affecté par aucune baisse, bien au contraire, à tel point qu'il atteint désormais environ 10 fois la subvention d'Etat de l'INRA.

Les salaires ne sont pas épargnés puisque, je cite, « *la maîtrise de la masse salariale reste prioritaire* » ce qui, en langage non technocratique, signifie une perte de pouvoir d'achat. Le gel du point d'indice depuis 2010, gel reconduit jusqu'en 2017 de par la volonté du gouvernement entraîne *de facto* une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des salariés de l'INRA.

Non moins préoccupante est la situation de l'emploi. On sait ce que veut dire « *conserver un niveau acceptable de recrutements* » pour les IT comme « *conserver un niveau de promotions acceptable* » en AI et TR. **Ce sont des diminutions dont il s'agit, les recrutements continuant année après année à s'effondrer ! Alors que 359 postes ITA et 139 postes chercheurs étaient ouverts au recrutement en 2009, ces chiffres étaient tombés à 137 et 39 en 2014 pour arriver maintenant à 73 et 44 en 2015 !**

Au passage, on peut noter que la soi-disante « sanctuarisation » de la Recherche, dont se targue Mme la Ministre au sujet du remplacement des départs en retraite, vole en éclats : 129 recrutements pour 203 départs, c'est-à-dire près d'un emploi sur deux non remplacés !

A ceci s'ajoutent les conséquences néfastes de la réforme des retraites de Sarkozy : nos collègues sont obligés de retarder leur départ en retraite. Outre l'effet mécanique de la réforme sur l'allongement des carrières, il faut ajouter la baisse du pouvoir d'achat liée à des promotions restreintes qui poussent nos collègues à rester à l'INRA contre leur légitime souhait.

Ajoutons à cet ensemble calamiteux la diminution du nombre total d'ETP programmée en 2015 : ainsi assiste-t-on depuis 2013 à une baisse de 9% des ETP.

Comment aussi accepter que le gouvernement prétende régler la précarité à l'INRA en prévoyant 12 postes réservés au concours alors qu'il y a plus d'un millier de précaires ?

Plus grave encore, les activités de recherche au cœur de nos métiers voient leur dotation baisser de 3% en moyenne. Le soutien de base est maintenu à un niveau dérisoire ce qui ne permettra pas d'ouvrir de nouveaux fronts de science. Il en est de même pour tous les appels d'offre d'internes qu'encense la mission d'audit interne comme permettant de « *concentrer (sic !) une fraction de la subvention d'Etat* » (cf. page 28 du document remis à ce CA sur l'exécution du contrat d'objectifs).

La politique d'investissement de l'institut sera également réduite du fait des contraintes liées aux investissements d'avenirs.

Les crédits de maintenance et de réparation du bâti sont en baisse, ce qui en clair signifie que nombre d'entre elles ne seront pas réalisées, alors que l'Institut possède le plus important patrimoine immobilier des EPST.

La PES instituée en 2009 est donc maintenue malgré l'hostilité majoritaire de nos collègues. Nous réitérons notre demande de suppression de la PES et que les 1,21 M€ correspondant soient réaffectées à la collectivité INRA pour le fonctionnement des unités.

L'ISFIC est elle aussi maintenue. Ces primes réservées à la hiérarchie progressent plus rapidement que les indemnités de sujétions qui indemnisent majoritairement les agents de catégorie B et C pour les astreintes liées à leur métier. C'est évidemment un signe fort envoyé à tous ces collègues qui ont des difficultés à boucler leur fin de mois.

Compte tenu du faible nombre de recrutements et par effet mécanique, c'est l'ensemble des promotions du personnel qui va diminuer.

L'ADAS pour la seconde année consécutive est aussi victime de l'austérité. Quand on sait que certaines demandes formulées auprès de l'association apparaissent comme des compléments de salaire, on imagine assez bien le désarroi et la colère des agents qui seront pénalisés, mais au-delà c'est tout le secteur social, aide à l'enfance, vacances... qui est pénalisé.

Diminuer la subvention de l'INRA n'est pas une bonne méthode pour lui permettre d'assurer ses missions. L'objectif européen fixé en 2000 de consacrer 3% du PIB à la recherche à l'horizon 2010 ne sera pas atteint en 2015.

Les emplois de demain seront en partie issus de la recherche d'aujourd'hui. Diminuer le budget de l'INRA, c'est entériner le déclin scientifique de la France, mais c'est aussi compromettre l'avenir du pays.

La 5^{ème} puissance économique renonce à développer la recherche publique sur l'autel de la finance.

D'autres choix étaient possibles, une autre politique économique reste possible, encore faut-il avoir le courage et l'intelligence de croire en un avenir meilleur en mettant le progrès économique et social au cœur des choix politiques. Le gouvernement actuel semble à cours d'idées ou plus grave semble s'enfermer dans des orientations néfastes dont on mesure en Grèce, au Portugal et en Espagne les conséquences pour les peuples. En France on ne peut pas à la fois satisfaire les demandes du MEDEF, de la finance et les besoins du peuple français.

Les élus CGT en votant contre ce budget refusent de participer à l'asphyxie de l'organisme.